



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Lorraine

Epinal, le 22 janvier 2014

Unité Territoriale des Vosges

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Société Vosgienne pour la Valorisation des Déchets (SOVVAD) à Rambervillers  
Rubrique principale IED et conclusions sur les meilleures techniques disponibles  
relatives à la rubrique principale

**Réf. :** Courrier de l'exploitant reçu dans nos services le 23 septembre 2013 suite au courrier  
de l'inspection des installations classées daté du 05 juillet 2013

--	--	--

## **1 OBJET DU RAPPORT :**

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir à Monsieur le Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 02 mai 2013, soit avant le 05 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité.

La SOVVAD est autorisée par l'arrêté préfectoral modifié n° 163/2000 à incinérer des déchets non dangereux sur son site de RAMBERVILLERS. Par courrier reçu dans nos services le 23 septembre 2013, l'exploitant a fait parvenir à Monsieur le Préfet des Vosges une proposition de positionnement par rapport à la Directive dite « IED ».

Les activités exercées étaient visées par la directive 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

Les obligations de l'exploitant lui ont été rappelées par courrier de l'inspection des installations classées du 05 juillet 2013.

## **2 ANALYSE DE L'INSPECTION :**

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations, l'exploitant propose de retenir la rubrique 3520.a (incinération ou coïncinération de déchets non dangereux) comme rubrique principale de l'installation.

De plus, l'exploitant propose de retenir les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF Incinération de déchets (WI) comme conclusions relatives à la rubrique principale de l'exploitation. Il justifie ses propositions par le fait que le document BREF Incinération de déchets correspond à l'activité principale du site.

Au vu des justifications apportées par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère que les propositions de l'exploitant sont adaptées à l'établissement situé sur la commune RAMBERVILLERS.

## **3 PROPOSITION DE L'INSPECTION :**

Compte tenu des éléments justificatifs joints à la proposition de l'exploitant, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de donner acte à l'exploitant de ses propositions et de lui indiquer qu'il a pris bonne note de la nouvelle rubrique par laquelle son installation est concernée.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte ces éléments est proposé en annexe.

## Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Le Préfet des Vosges ;  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ;  
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 163/2000 du 06 janvier 2000 autorisant la Société Vosgienne pour la Valorisation des Déchets (SOVVAD) à exploiter un troisième four d'incinération de déchets ménagers sur la commune de Rambervillers ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 05 juillet 2013 ;
- Vu le courrier de l'exploitant reçu le 23 septembre 2013 ;
- Vu le rapport de l'inspection daté du XXXX ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du code de l'environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur le Préfet des Vosges par courrier précité de retenir la rubrique 3520.a comme rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives au document BREF Incinération de déchets (WI) ;

Considérant donc qu'il convient de retenir la rubrique 3520.a comme rubrique principale de l'exploitation et le BREF Incinération de déchets (WI) comme BATc relatives à la rubrique principale ;

Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

### **ARRETE**

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 163/2000 est complété comme suit :

*« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3520.a relative à l'incinération ou la coïncinération de déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF Incinération de déchets (WI) ».*

A l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral modifié n°163/2000, la liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées est complétée comme suit : «

Rubriques	Activités	Installation	Classement
3520.a	Incinération de déchets non dangereux	2 fours de 3t de déchets/ heure 1 four de 6,3t de déchets/ heure	Autorisation

».

Articles d'exécution.